

Pages de journal

Gérard Parizeau

Volume 43, numéro 3, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1103863ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1103863ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Parizeau, G. (1975). Pages de journal. *Assurances*, 43(3), 265–275.
<https://doi.org/10.7202/1103863ar>

Pages de journal

par

GÉRARD PARIZEAU

de la Société Royale du Canada

10 juillet 1973

Entendu hier soir à *Soixante* de Radio-Canada, une discussion entre le député Robert Burns et des journalistes, à propos des rapports de police faits sur des hommes politiques. Je ne veux pas dire ici que M. Burns a eu tort ou raison d'étaler en Chambre l'enquête de police au sujet d'un homme politique décédé. Je ne voudrais pas affirmer non plus que la police doit ou ne doit pas livrer ses documents en pâture aux journalistes. Je voudrais simplement noter que s'il arrive à un homme politique d'être mêlé à quelque événement scandaleux, il devrait démissionner. Comme la femme de César, l'homme de gouvernement doit être au-dessus de tout soupçon. Il devrait prendre la décision lui-même ou à la demande du premier ministre, sans qu'il soit forcé de le faire par les protestations du public. C'est une règle dont le parlement anglais a donné de nombreux exemples dans le passé. Il y a là en effet une question d'honnêteté politique, dont les équipes doivent tenir compte si l'on veut que les électeurs continuent de respecter cette chose éminemment respectable qu'est la démocratie.

265

Cette observation ne s'applique pas nécessairement aux faits récents; elle a, me semble-t-il, une grande importance comme directive générale.



Il y a vingt ans, environ, j'ai pris une photo de ma sœur Germaine à Sainte-Adèle. A l'arrière-plan, il n'y a aucun arbre ou tout au moins ceux qui sont là ne dépassent pas le niveau de la terrasse. Aujourd'hui, les érables et un bouleau ont poussé, au point de nous isoler complètement de nos voisins; ce que Germaine et mon père avaient souhaité quand ils les ont plantés. Ils nous donnent l'impression agréable, mais menteuse d'être en pleine forêt l'été quand leurs branches soutiennent des feuilles larges, lourdes comme c'est le cas cette année, à la faveur des pluies abondantes qui sont tombées au printemps et au début de l'été.

Ma sœur Germaine aimait bien Sainte-Adèle. Comme je l'ai écrit ailleurs, elle y était heureuse parce que sa maison était jolie, mais aussi parce qu'elle lui appartenait: sentiment tout à fait compréhensible chez une femme qui n'avait rien eu à elle jusque là. Curieuse réaction, peut-on penser! Pas du tout; il y a là un simple réflexe de propriétaire. Je me rappelle comme j'ai été heureux le jour où j'entrai dans mon premier bureau en 1938 et dans ma maison en 1940. Je me souviens d'avoir passé la main sur les meubles que je venais d'acheter, avec une certaine satisfaction qui n'avait rien de ridicule ou de factice.

266



J'ai devant moi sur ma table de travail, une caricature d'Édouard Montpetit, faite par J. B. Bourgeois, il y a une quarantaine d'années. J'enverrai un exemplaire de mon livre sur la famille à Madame Montpetit. Je lui dois bien cela, car son mari a été au point de départ de mon entrée aux H. E. C. et de ma formation. Sans lui, je n'aurais probablement pas pris à la vie ce double intérêt du technicien des affaires et de l'intellectuel qui, voyant des choses, des textes ou des manières de faire, essaie d'en expliquer le sens, l'origine et l'évolution. Cela, c'est l'influence du maître qui, par son exemple, a éveillé en moi une curiosité toujours insatisfaite et le désir de comprendre et d'expliquer. Besoin inné de la recherche dont beaucoup de gens parlent mais que peu pratiquent vraiment, car de nos jours s'il y a beaucoup de *rechercheurs*, peu veulent vraiment aller au fond des choses.

Il y a aussi le goût de la forme qu'Édouard Montpetit avait si intensément. Son ami Léon Lorrain lui reprochait parfois certaines fautes, certaines scories dans ses textes. Souvent Édouard Montpetit acceptait la critique. Souvent aussi il la repoussait car, si le purisme a des droits, il est desséchant, comme un vent du sud-ouest l'été.



Léon Lorrain m'a rendu le service de surveiller ma prose de très près. Il m'a habitué à l'épurer, à éviter les superlatifs, les adjectifs, les conjonctions: poids inutile. À ma sortie des H. E. C., il m'avait à ce point influencé que je ne pouvais plus écrire parce que je butais sur chaque mot en me disant: « Est-il bien nécessaire? Ne peut-il être remplacé par un autre plus approprié? » Il faut se poser la question, mais après avoir écrit. Ainsi, la pensée garde une fluidité que lui enlève la recherche constante du mot juste, plus propre, mieux approprié. Si on se livre à ce petit exercice au cours de l'écriture, on a quelque risque

de chasser l'idée ou tout au moins d'en rendre l'expression quindée ou heurtée. Histoire de tempérament, d'habitude ou d'aptitude ? Peut-être ! Mais, comme pour moi, la chasse aux poux est plus facile après la rédaction. Ce n'est pas nécessairement la vieille opposition de la forme et du fond. Je crois simplement qu'il ne faut pas gêner constamment l'expression de la pensée en voulant lui donner immédiatement son aspect définitif.

Autrefois, ma femme m'appelait *Pro Arte*, parce qu'elle prétendait que je rédigeais avec plus de plaisir les textes qui ne me rapportaient rien. Peut-être avait-elle raison parce qu'en écrivant pour les autres, je me disais constamment : « Que va-t-on en penser ? Comment réagirait-on ? » Cela rendait ma phrase moins spontanée et ma pensée moins précise puisque, écrivant pour le compte d'un autre, je ne pouvais être moi. Présomption ? Je ne le pense pas, car les textes qui m'ont plu davantage sont ceux que j'écrivais « pour la gloire et pour les prunes ».

267



J'ai joué au golf ce matin avec R. S. qui revient de Fort-George, petit village indien situé dans l'île des Gouverneurs, à l'embouchure de la Grande Rivière. Souvent, au golf, on apprend des choses sous l'effet d'une sympathie que le jeu fait naître. R. me parle de son dernier voyage dans ce petit bourg qui compte quelque deux mille âmes. De la tribu des Cris, les Indiens habitent des maisons spécialement construites pour eux par le gouvernement fédéral qui les leur loue à raison de \$50. par mois et avec l'entente qu'après vingt ans, ils en seront propriétaires. Dans l'intervalle, l'État accueille les Indiens, leur fournit un toit au lieu des tentes d'antan, ainsi que l'eau et l'électricité pour le même prix, tout en leur versant une rente de \$180. par mois et par couple, plus les allocations familiales; ce qui veut dire quelque \$240. par mois pour une famille de quatre enfants, me dit mon compagnon de jeu.

Pupille de l'État, l'Indien ne paie pas d'impôt, mais, fait nouveau, il ne se livre guère à la chasse ou à la pêche qu'une fois ses allocations dépensées. Ce qui a lieu assez rapidement, car si les hommes se contentent d'acheter une moto-neige, des cartouches, du matériel de chasse ou de pêche, les femmes jettent leur dévolu sur toutes les choses jolies, mais inutiles qu'on leur présente: autre aspect du troc auquel

on se livrait au début de la colonie, les uns offrant leur pacotille et les autres l'acceptant en échange de leurs pelleteries.

268

R.S. va à Fort George, à la demande du gouvernement fédéral, qui voudrait créer une petite économie locale, avec des magasins, un atelier de réparations mécaniques pour les moto-neiges en particulier, qu'il est impossible de faire réparer à l'heure actuelle. Elles ont remplacé les chiens. Or, si elles se brisent ou se détraquent, il faut en acheter d'autres tout simplement. Ottawa voudrait avoir aussi une boulangerie, une épicerie et de petits ateliers qui fourniraient du travail aux indigènes, tout en leur permettant de s'approvisionner à des prix raisonnables. Pourquoi faut-il qu'on soit forcé d'imaginer pour eux une économie aussi élémentaire ? C'est sans doute qu'étant des nomades ils ne peuvent penser eux-mêmes à organiser leur vie à notre manière.

R.S. cause un soir avec le chef de la tribu et constate son inquiétude. Si l'alcool est à craindre pour les jeunes en particulier, qui deviennent absolument incontrôlables quand ils boivent, insidieusement la drogue commence à pénétrer chez certains.

L'autorité sur la *bande* (c'est ainsi qu'on appelle la tribu) continue de s'exercer par le truchement du chef. Il n'est pas seul à prendre les décisions, mais il a une influence morale qui lui permet de diriger, même si le conseil décide officiellement. Ses directives font l'objet d'une résolution, tapée à la machine à écrire: marche du progrès qui remplace la mémoire individuelle et le calumet de paix.



Comme est irrationnelle et valable tout à la fois, la décision de mettre à la retraite celui qui atteint l'âge de 65 ans ! R.S. est jugé inapte à ses fonctions dans l'usine qu'il a contribué à développer. Il est écarté de l'entreprise, mais tout de suite après, à l'extérieur, on lui confie l'expansion de certaines affaires, ou un pays étranger le consulte sur l'essor possible de certaines sociétés. Plus tard, on lui demande de venir à la rescousse d'entreprises qui menacent de flancher. Un jour, un gouvernement lui dit: « Voyez donc ce qu'on pourrait faire pour démarrer l'économie dans telle région ». Il est trop vieux pour son ancien patron, mais il est assez jeune pour remplir un rôle ailleurs.

Stupidité, maladresse, incompréhension ? Non, simple constatation que pour que l'entreprise bouge, pour que les jeunes ne la quittent pas parce qu'ils ne veulent pas attendre, il faut que les dirigeants fassent place à de plus jeunes et, théoriquement, à de plus dynamiques. C'est la rançon non pas du progrès, mais d'une marche en avant à laquelle il faut sacrifier les plus âgés, même si l'on est dur envers eux et si, souvent, ceux qu'on écarte vont ailleurs rendre les services dont on les juge inaptes. Chez les esquimaux, autrefois, on laissait les vieux sur la banquise avec de la nourriture pour quelques jours. Il faut lire les *Contes esquimaux* de Gabrielle Roy pour se le rappeler.



Je disais à des amis comme mes études primaires avaient été limitées. Entré dans le cours anglais de l'École Saint-Léon pour trois mois, j'y étais resté.¹ À ce moment-là, l'École avait comme directeur le frère Martial des École Chrétiennes. Un jour il me dit, avec un peu de brusquerie: « Gérard, je ne peux vous laisser ainsi à la seule étude de l'anglais; il faut que je vous donne des cours de français. » Ce qu'il fit pendant tout un an gratuitement. De son côté, Jean-Marie Laurence évoquait le souvenir d'un vicaire de Saint-Jovite où il habitait chez ses tantes. Pour l'aider, celui-ci lui donnait des leçons particulières et, en retour, il n'a jamais voulu accepter autre chose qu'une paire de souliers.

On ne connaît pas suffisamment la gentillesse et le désintéressement d'un grand nombre de membres du clergé. Certains les condamnent en bloc et affirment que s'ils aidaient parfois des jeunes gens dans leurs études, c'était pour les attirer dans leur communauté ou dans les ordres. On ignore trop les gestes désintéressés de beaucoup de clercs qu'expliquent une grande générosité et le simple désir d'aider autrui. On ne saurait trop le répéter en ces années où il est bien vu de critiquer le clergé. Pour compléter ces deux témoignages, n'y a-t-il pas ce jugement de mon père, dans ses souvenirs, sur ses vieux maîtres les Jésuites, qui s'efforçaient de réaliser le double objet de leur enseignement: « *Mens sana in corpore sano.* »



¹ Après une immobilisation presque complète pendant des mois.

La maison Van Horne va être démolie. Quelle pitié que sir Cornelius Van Horne n'en ait pas prévu la pérennité, que le Pacifique-Canadien ne veuille pas en faire un musée du rail, par exemple, ou que la succession n'en fasse don à la ville avec assez de meubles et d'œuvres d'art pour rappeler la vie qu'on y menait à l'époque où l'hôtel fut construit, en 1883. Frick, Carnegie et Morgan aux États-Unis ont établi des fondations qui ont gardé leurs collections précieusement à travers la générations et qui les ont ouvertes aux curieux et aux chercheurs. Ainsi, ont subsisté des œuvres splendides dans leur cadre ancien.

Ici, au Canada, on démolit pour épargner les taxes, sans vouloir admettre que, quand on s'est enrichi avec un pays, on doit faire plus que de vider la caisse à la génération suivante. On a un devoir envers ceux qui ont besoin qu'on les aide à se former. Quelle pitié également qu'au Pacifique-Canadien on n'ait pas compris l'existence d'un devoir envers les descendants de ceux qui ont tellement donné aux chemins de fer: terres immenses qui entourent encore la voie ferrée vers l'ouest, qu'on a reçues en nue-propriété pour permettre la construction du chemin de fer, qu'on a vendues en partie mais dont il reste tout le long du parcours tant de richesses en puissance ou accumulées au cours des années.

Quelle pitié qu'on laisse démolir un des derniers vestiges de cette société bourgeoise et cossue du XIXe siècle, vivant à une époque où rien ne gênait la fortune de ceux qui la possédaient, ni l'impôt, ni les syndicats, ni les contrôles gouvernementaux. C'était, en somme, l'âge d'or du capitalisme triomphant, dont la rue Sherbrooke, dans l'ouest de la ville, a gardé si longtemps le souvenir, sous la forme de grandes et belles maisons. Il ne reste plus guère que le Services Club et le Mount Royal Club, où certains entrent pour confirmer leur réputation d'homme d'affaires arrivé. Il faut y aller pour voir au mur d'assez belles toiles d'impressionnistes de la fin du siècle dernier. Certaines sont de Morrice, fils d'un grand bourgeois de Montréal, qui préférerait le milieu rapin de Paris et le ciel d'Afrique à la vie cossue des amis de sa famille et aux neiges de Montréal.

20 juillet

Tout à l'heure, chez nos amis, les Paul Riou, j'ai bu le verre de l'amitié avec le général ***. Quelle vie tumultueuse il a eue! Né à

Nicolet, il a été élevé à Trois-Rivières. Il a fait la guerre de 1939. Il a été en Afrique, puis en Italie, ses troupes étant à côté de celles du général Juin. Si *** reconnaît à celui-ci un mérite incontestable, il trouve qu'on a trop oublié que ses soldats ont secondé ceux de la France à ce moment-là. Ils agissaient comme lien entre les Anglais et les Français; ce qui n'était pas toujours facile.

*** a connu le général de Gaulle à Alger. Auparavant, il était venu avec le vicomte d'Argenlieu au Canada, piloté par Mademoiselle de Miribel. Il était chargé non pas de le surveiller, mais de le ramener au pas de course à Ottawa, si la réception au Canada français devenait un peu périlleuse. Il n'eut pas à le faire car si les classes bourgeoises étaient surtout pétainistes, les gens, dans l'ensemble, n'étaient pas mécontents de voir ce carme déchaussé fait vice-amiral par le chef des Français libres à Londres et qui leur apportait un autre son de cloche. Je n'ai pas manqué de dire à *** comment le vice-amiral avait été invité au Cercle Universitaire. La majorité au conseil ne voulait pas avoir, parmi ses conférenciers de l'année, un gaulliste aussi notoire, mais nous les jeunes (j'avais alors 42 ans) nous y tenions. Et nous fîmes passer l'invitation un jour d'été où la majorité récalcitrante était en vacances. C'est ainsi qu'à l'automne, trois cent cinquante personnes se sont réunies pour recevoir dans la grande salle à manger du Cercle Universitaire, ce moine dynamique, un peu brouillon, mais très près des réalités et du monde.

271



Que de choses on apprend parfois, un verre à la main. C'est ce que me disait souvent mon associé Paul-Émile Tremblay. Je pus le constater à nouveau ce jour-là, car mon interlocuteur nous parla librement, avec cette fougue que, me dit-on, il a toujours mis en tout. Un jour, par exemple, qu'un major anglophone lui disait *speak white*, parce qu'il parlait français, il l'invita à sortir de la salle et, d'un coup de poing bien asséné, lui brisa la mâchoire. Il retrouva son interlocuteur longtemps plus tard à une réception. Et celui-ci lui dit: « Vous m'avez donné une leçon dont je vous remercie et dont je me suis souvenu par la suite dans mes rapports avec mes compatriotes francophones ».



Chez P.R., il y avait aussi des amis de Maurice Duplessis qui ont lu le livre de Robert Rumilly sur « le chef » et qui en pensent du bien.

Il y avait surtout P.B., ancien ministre, qui nous raconta les débuts de l'expo en 1964. Pressenti, Maurice Duplessis autorisa l'adhésion de la Province au projet, même s'il ne croyait guère à sa réalisation. Le premier ministre Diefenbaker agit de même en acceptant de payer la part du gouvernement fédéral aux frais initiaux et les sommes qui devaient être versées à la Commission Internationale des Expositions.

272

B. évoqua également devant nous la lutte engagée entre la Russie et le Canada pour que Montréal fût choisi comme lieu de l'exposition et le vote de 13 à 13 qui se transforma en 14 à 12 quand la Grèce changea de camp. Puis, quelques mois plus tard, le retrait de la Russie, effrayée d'ouvrir ses frontières toutes grandes. Et enfin l'élection nouvelle qui favorisa le Canada et entraîna la nomination de Paul Bienvenu et de son ami Carsley, que remplaça subséquemment Pierre Dupuy. L'histoire de l'Exposition universelle de 1967 se trouve dans le livre que Pierre Dupuy écrit, une fois son terme de haut-commissaire terminé: *Expo 67 ou la découverte de la fierté*. Curieux livre dont le titre indique un complexe dompté tout autant qu'une belle réalisation dont l'auteur est fier.

Dans cette brochure où s'exprime la joie de la réussite, on trouve la satisfaction d'un homme qui, malgré son âge, a accompli une grande chose avec la plus extraordinaire collaboration des francophones, des anglophones et des étrangers, que le Canada ait connue jusque-là. L'Expo était le couronnement de sa carrière. Aussi comprend-on le plaisir de Pierre Dupuy à parler d'un événement qui le laissa affaibli et qui lui coûta sans doute quelques années d'une assez longue vie. Cela, c'est moi qui le note et non cet ancien ministre avec lequel je bois le verre de l'amitié. S'il assista aux débuts de l'Expo, il ne connut de la réalisation que ce que, rentré dans le rang, on voulut bien lui dire. *Sic transit gloria mundi*, ai-je pensé. Inutile d'ajouter que je n'eus pas l'indélicatesse de lui citer cet apophtegme d'un autre temps, même s'il reste profondément vrai dans une démocratie qui désarçonne ses hommes, comme elle accepte de les mettre en selle.



J'ai raconté ailleurs comment un jour de la Saint-Jean-Baptiste, j'accueillis, au Cercle Universitaire, le général canadien commandant la Place de Québec, au moment de la Conférence de Québec en 1943.

Comme il souffrait de sa jambe, blessée au cours de la dernière guerre, il sentit le besoin de quitter la tribune d'honneur au cours du défilé. Après trois whiskys bien tassés, il me parla de la Conférence de Québec qui fut l'événement de sa vie et, en particulier, du caractère impossible, incontrôlable de Churchill. J'ai perdu vingt livres à ce moment-là, me dit-il, tant la tension était grande. C'est à cela que je pensais l'autre jour en lisant *Jennie*, cette excellente biographie de la mère de Winston Churchill. Américaine pleine de fougue, elle ne refusait pas les bijoux offerts par le Prince de Galles; ce qui était paraît-il la manière dont celui-ci reconnaissait ses conquêtes d'un ordre autre que militaire. Il y avait aussi Randolph, le père, syphilitique, fantasque, admiré et honni tour à tour. C'est l'arrière-plan d'une comédie familiale tumultueuse, dont Winston Churchill tint le rôle le plus éclatant par la suite.

273

Tout cela est écrit avant huit heures du matin pour me permettre d'aller au golf tôt, le joueur matinal évitant l'encombrement et la lourde chaleur de juillet.



Tôt ce matin aussi, j'ai repris la lecture d'un livre de Françoise Mallet-Joris¹, acheté à Paris il y a un an ou deux et mis de côté. Le peu que j'en avais lu ne m'avait guère intéressé. C'est quand l'auteur aborde ses problèmes familiaux que l'on est ému. On la voit à côté d'un mari-peintre qu'elle doit faire vivre parce qu'il ne vend guère. On assiste à ses problèmes avec des enfants qu'elle empêche de déraisonner tout en prêtant attention à leurs propos. Elle est aux prises avec des bonnes espagnoles, portugaises ou simplement françaises, qui bousculent et bouleversent tout, avec les maladies de l'enfance, les notes du dentiste qui s'impatiente, les rapports des services sociaux qui s'accumulent, les casse-pieds, la lecture des manuscrits pour son éditeur, etc. Parfois, elle faiblit sous la charge, puis se ressaisit et retrouve son sens de l'humour. Comme tout cela est profondément humain ! Comment se fait-il que je ne l'aie pas compris tout de suite ? Peut-être ai-je mis le livre de côté trop rapidement la première fois que je l'ai abordé, comme on le fait souvent. Il faudrait se méfier d'un jugement hâtif.



¹ "La Maison de Papier", chez Grasset, Paris.

Jacques et Alice sont en voyage en ce moment, tandis que Robert et Monique sont à Fulford et commencent de cueillir avec joie les légumes semés par leurs frère et belle-sœur durant un printemps pluvieux.

274

En fin de semaine, Robert doit discuter à Fulford les problèmes de G.P.L., avec Pierre Chouinard. Le personnel ne comprend pas généralement qu'une entreprise ne vit pas de l'orientation qu'on lui a donnée il y a dix ou quinze ans. Périodiquement, il faut repenser le présent et son avenir. Or, ce n'est pas le jour que l'on trouve des solutions aux problèmes importants, car le jour appartient à la vie courante de la maison. Les solutions à long terme, on les imagine non pas en réglant les petites questions de l'heure au fur et à mesure qu'elles se présentent, mais en réfléchissant dans le calme. On peut envoyer tout promener les jours de semaine en remettant au soir ou au congé de fin de semaine l'étude en profondeur et la décision; mais pour cela il faut s'isoler. Or rien n'est aussi propice que de le faire loin de son bureau. Souvent, il faut être prêt à sacrifier un congé.

Les cadres supérieurs sont de ce petit nombre de gens — cinq pour cent dit-on — sur lesquels une affaire doit compter pour son essor. Il y a quelque temps en toute naïveté, je disais à un *technocrate sans entrailles*: attention! en pressurant cet élément essentiel de la prospérité d'un pays, vous risquez de le vider de son enthousiasme au travail, de son génie créateur. Et par l'impôt vous lui enlevez ce qu'en hexagonal on appelle la motivation, c'est-à-dire la raison même de son travail. Avec un entier cynisme, il me répondit: « En effet, c'est sur environ cinq pour cent de la population active que l'on compte pour développer un pays. Quoi que l'on fasse, ce petit groupe continuera de produire car l'effort est en lui et on n'en tarira pas la source, même par des impôts élevés ». C'est un raisonnement d'un cynisme intégral, ai-je fait remarquer à mon interlocuteur! Mais a-t-il vraiment tort? Le goût de produire, de diriger n'est-il pas plus fort que le dégoût devant toutes les difficultés que trop souvent un gouvernement s'applique à opposer aux hommes de bonne volonté.



Germaine suggère chaque dimanche d'écouter la télévision à l'heure du midi. Le fils d'une de nos amies y dirige une équipe. Il a le crâne rasé comme ces acteurs de cinéma à qui l'on confie les rôles de

cynique, de dur de durs. Au début, je protestais. Puis, j'ai commencé à m'intéresser aux personnages qu'on nous présente. S'ils s'expriment avec un bagou parfois déplaisant, ils le font avec une intelligence certaine. Ainsi, ce jeune critique littéraire qui parle dans une langue populaire, pleine de mots savoureux. Quand on lui demande: « À Saint-Tropez, dans quel costume vous êtes vous promené ? Il répond: « Dans mon costume de tous les jours, car j'ai mes petits secrets ». Il y a aussi cette jeune femme au nez retroussé qui parle de cinéma de manière bien amusante.

Mais peut-être suis-je injuste envers cet animateur au crâne luisant comme une bille de billard sous la lumière des projecteurs et qui choisit des collaborateurs à la langue bien pendue, même si, trop souvent, ils émaillent leurs propos d'un *joual* assez grossier.

DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS & BOURQUE

AVOCATS

GUY DESJARDINS, c.r.
 PIERRE BOURQUE, c.r.
 CLAUDE TELLIER, c.r.
 JEAN-PAUL ZIGBY
 ALAIN LORTIE
 MICHEL ROY
 GUY MONETTE
 DANIEL BELLEMARE
 MICHEL BENOIT
 C. FRANÇOIS COUTURE
 JEAN L. C. AUBERT
 MARC LÉONARD
 LUCIE L. DESJARDINS
 PHILIPPE FERLAND

CLAUDE DUCHARME, c.r.
 JEAN A. DESJARDINS, c.r.
 CLAUDE BENOIT, c.r.
 PIERRE A. MICHAUD
 FRANÇOIS BÉLANGER
 CLAUDE BÉDARD
 ANDRÉE LIMOGES
 RÉJEAN LIZOTTE
 DENIS ST-ONGE
 JACQUES PAQUIN
 RUSSELL MERIFIELD
 ANDRÉ J. BOURQUE
 ANDRÉ MARTEL
 LOUISE B. BOISSÉ

CONSEILS

CHARLES J. GÉLINAS, c.r.

ARMAND PAGÉ, c.r.

**635 ouest, boul. Dorchester
 Montréal, Québec
 H3B 1R9**

**Téléphone (514) 878-9411
 Adresse télégraphique "PREMONT"
 Téléc 05-25202**

**1010 Côte du Beaver Hall
 Montréal, Québec
 H2Z 1R4**